



## RETRAITE SUR LES RETRAITES

La crise de régime actuelle en France permet quelques clarifications. Après nous avoir expliqué qu'abroger la réforme des retraites était impossible et coulerait le pays, Mme Borne propose de « suspendre » sa réforme ! Et l'ex 1er Ministre Lecornu vend la mèche et avoue que tout ça ne coûte que 3 milliards d'euros par an. 3 milliards, c'est 4 jours de déficit « macroniste » sur le dernier trimestre (- 70 milliards). Loin de l'Armageddon annoncé si la retraite à 64 ans n'était pas adoptée ! Et contre l'avis de plus de 70 % du peuple français, contre l'avis unanime des syndicats, la macronie est allée à l'affrontement et a violenté le pays pour quelques milliards, une goutte d'eau comparée aux 1 300 milliards de dette supplémentaire créés en 8 ans. D'autant que la CGT proposait des mesures efficaces pour pérenniser financièrement et améliorer le système des retraites. Et alors pourquoi cette attaque sur les retraites ? Pour violenter le peuple et satisfaire les marchés financiers, quitte à piétiner la démocratie et conduire le pays à la crise institutionnelle et sociale que nous voyons aujourd'hui.

## CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

La situation économique de la France s'est beaucoup dégradée ces dernières années et de ce fait elle se distingue de la plupart des pays européens qui vont relativement mieux tels que l'Espagne et dans une moindre mesure l'Allemagne. Parmi les causes de ce marasme, l'une est rarement évoquée, c'est la faible revalorisation des salaires et des prestations sociales, qui ne permet pas de relancer le pouvoir d'achat et donc la consommation populaire. Bien entendu, la cure d'austérité

qu'annonçait le gouvernement Bayrou et qui sera probablement le projet d'un futur gouvernement aggraverait encore inévitablement la situation. L'impact des mesures annoncées, qui visent le redressement des finances publiques, serait limité, voire réduit à néant, par les conséquences de la récession ainsi provoquée. Si on ne peut guère compter sur les débouchés exté-

rieurs, un raffermissement de la demande intérieure en France (et si possible des pays voisins) sera nécessaire pour ne pas sombrer dans une crise réces-

sive. Un dispositif de relance efficace devra se distinguer des stratégies aveugles du passé, et miser sur une reprise de la consommation et de l'investissement à la fois productif, écologique et en direction des services publics, pour répondre aux besoins croissants de la population. Il faudra donc aller chercher l'argent là où il est en imposant un effort fiscal significatif aux ultra-riches. Parallèlement, offrir de meilleures perspectives de pouvoir d'achat aux salariées et aux classes populaires permettrait de sortir de la grisaille économique et sociale.

## ALÉA POSTAL

Le service public postal est en train de sombrer corps et âmes ! La Société Anonyme La Poste se désengage du service public postal quand bien même elle en garde l'obligation légale et subvention d'argent public. Ainsi, les facteurs sont de moins en moins nombreux et la distribution du courrier est difficilement assurée. Ce n'est pas sans conséquences pour nos services. On constate des temps d'acheminement de l'ordre du mois pour un courrier simple, une distribution aléatoire (courrier au même destinataire et même adresse, une fois non réclamé, une fois NPAI...) et des retours des accusés de réception qui peuvent prendre un mois aussi ! Bref, un naufrage bien organisé, la recherche du profit au détriment du service public ! Les facteurs et factrices sont régulièrement en grève pour exiger des emplois et des moyens, cette semaine encore sur les bureaux de Bouaye et Bouguenais. Soutenons-les !

## PLUTÔT ROUGE QUE ROSE

En pleine opération Octobre Rose pour la prévention du cancer du sein, nos cadres sup' arborent le petit ruban rose en soutien. Bien, mais insuffisant : 65 % des Français·e·s déclarent avoir dû renoncer à des soins au cours des douze derniers mois ; 43 % des habitant·e·s des zones rurales ont des difficultés à consulter un·e médecin ; 11 % de la population n'a pas de médecin et 87 % du territoire est classé en désert médical ! La réalité, ce sont aussi des délais de plus en plus longs pour un rendez-vous de mammographie de dépistage – jusqu'à un an – et des femmes qui renoncent après avoir appelé plusieurs cabinets de radiologie. La difficulté tient au manque de cabinets de radiologie : fermetures, regroupement, retraite, manque de médecins radiologues, déconsidération... Impossible d'y faire une mammographie de dépistage. Bref, on pourrait encore allonger la liste mais si tu veux vraiment agir, syndique-toi à la CGT et défends le service public de la Santé !

